



Lundi 30 mars 2026

Cette sale guerre contre des peuples n'est pas la nôtre. Refusons de la payer !

Cela fait maintenant plus d'un mois que les États-Unis et Israël ont lancé leur offensive contre l'Iran. Ils y ont mené plus de 1 500 bombardements, causant près de 2 000 morts, 25 000 blessés et 3 millions de déplacés à l'intérieur du pays. L'intensification de la guerre menée par Israël au Liban a fait elle aussi des milliers de morts et plus de 500 000 réfugiés, ayant fui le Sud-Liban que l'armée israélienne s'apprête à occuper durablement. Sous prétexte de sécurité et de lutte contre des dictatures, les dirigeants impérialistes sèment la guerre, la dévastation et la mort au Moyen-Orient. Les véritables raisons, leur droit au pillage des ressources à coups de talon de fer sur les peuples, apparaissent au vu et au su de tous.

L'impérialisme français lui aussi fauteur de guerre

Le gouvernement français implique la France dans cette guerre. Par les paroles et par les actes. Macron a tout de suite légitimé les bombardements américains et israéliens sur l'Iran, désignant la République islamique comme responsable. Une dictature que la population iranienne contestait encore il y a quelques semaines, avant de recevoir des bombes, et que Trump pourrait finalement choisir de laisser au pouvoir. Actuellement, l'armée française participe aux opérations : tous les jours des avions Rafale s'envolent pour abattre drones et missiles iraniens. Le porte-avions *Charles de Gaulle* a été envoyé dans la région et plus d'un millier de soldats français y sont déployés, entre Abou Dabi, l'Irak et Djibouti.

Partout, les peuples paient le coût du militarisme

Au Moyen-Orient, ce sont des milliers de morts et de blessés. En Europe ou aux États-Unis, c'est le niveau de vie de la population qui va être durement impacté. Le budget d'austérité imposé à coup de 49.3 visait déjà à nous imposer bien des sacrifices, pour les plus grands profits des grandes entreprises, en premier lieu des patrons de l'armement. Autant d'argent pris sur la santé, sur l'éducation, sur tout ce qui nous est utile, pour privilégier des milliards d'euros de subventions aux patrons et la hausse des dépenses militaires. Et voilà que Lecornu annonce une rallonge de 8,5 milliards d'euros, sur les 16 milliards déjà prévus,

pour la loi de programmation militaires 2016-2030... pour acheter encore plus de munitions !

Et il n'y aurait pas d'argent magique ? Les Dassault et autres marchands de mort se frottent les mains. Chaque missile tiré coûte un million l'unité, un million également pour chaque journée d'opération du *Charles de Gaulle* et 20 000 euros l'heure de vol du Rafale.

À nous de rendre coup pour coup !

Non seulement on nous présente l'addition pour payer tout cet arsenal, mais on subit l'explosion du prix du pétrole et du gaz, et ses répercussions sur les prix en général.

Aux États-Unis, une troisième édition des manifestations « No King » (pas de roi) contre Trump a rassemblé des millions d'Américains dénonçant sa politique meurtrière contre l'immigration, mais aussi la guerre au Moyen-Orient et ses conséquences sur le coût de la vie.

En France également, c'est dans la rue et dans les luttes qu'il faudra s'opposer à la guerre et mettre en avant nos propres intérêts de travailleurs et de travailleuses : de l'argent pour les services publics, pas pour l'armée, des hausses des salaires et des pensions de retraite pour faire face à l'inflation galopante.

Suite aux luttes menées depuis plusieurs semaines par profs, parents et lycéens dans la région de Marseille, une journée de grève dans l'Éducation nationale aura lieu mardi 31 mars contre les suppressions de postes et d'heures de cours prévues par le gouvernement. Face à un système capitaliste qui a pour seul moteur l'exploitation et la guerre, organisons-nous.

La RATP gagne du temps, le combat continue!

On était une trentaine de mainteneurs bus et de soutiens rassemblés le 24 mars à côté du tribunal des Prud'hommes. 80 dossiers d'exposition à des produits dangereux devaient être examinés, mais le procès a été encore une fois reporté à la demande de la RATP. C'est la stratégie préférée des patrons face à la justice : mettre des bâtons des roues de l'enquête pour sortir à chaque audience qu'il y a des « éléments nouveaux » et gagner du temps. Si la RATP ne dissimulait pas les informations, n'interdisait pas de prendre des photos et ne faisait pas pression sur les travailleurs qui souhaitent porter plainte, les éléments auraient été beaucoup moins « nouveaux » ! Notre détermination reste intacte, le combat continue !

Solidarité entre travailleurs

Être exposés à des produits toxiques, être mis en danger pour les profits du patron, c'est le lot de bien des travailleurs au-delà de la RATP. Le 24 mars, après le rassemblement au tribunal des Prud'hommes, on est allé soutenir les grévistes d'un salon de coiffure à deux pas de Gare de l'Est. Ces travailleuses et travailleurs sont également exposés sans aucune protection à des produits dangereux pour la santé pour faire les ongles de leurs clients. Les grévistes ont raconté comment le patron a profité qu'une partie des salariés n'ont pas les bons papiers pour leur imposer des journées de 10h voire 12h, leur retirer des repos, retenir 250 euros sur leur fiche de paye... En grève depuis 3 semaines, ils et elles occupent nuit et jour leur lieu de travail. Solidarité avec leur combat !

Carburant en hausse, salaires en rade

Le prix du carburant grimpe à tout allure, l'inflation redémarre et nos fiches de paye sont en panne sèche. On n'a eu aucune augmentation de salaire aux NAO du mois dernier malgré les 217 millions d'euros de bénéfices du groupe RATP. Les grands patrons et les dirigeants politiques veulent nous faire payer leur sale guerre au Moyen-Orient, pendant que les bénéfices des grands groupes capitalistes et les budgets militaires explosent. Alors, on attend gentiment les NAO de l'an prochain pour réentendre la même chanson ? On n'a pas à suivre leur calendrier pour mettre le sujet des salaires sur la table à notre manière : par les luttes.

Nous sommes unis !

Pour la DSP d'Ivry, Vitry, et du t9, les collègues contrôleurs devaient être transférés dans une autre filiale que celle des conducteurs et

mainteneurs. Une manière de chercher à nous diviser encore plus. Face à la colère qui s'est exprimée, Keolis a reculé. C'est un bon début pour montrer qu'ils ne nous imposeront pas leur organisation ! Notre meilleure garantie c'est notre solidarité et notre unité dans la mobilisation !

Insécurité et exploitation !

C'est notre quotidien dans les ateliers ! A Choisy par exemple, la zone de passage pour accéder à notre poste de travail a été transformé en zone de stockage. Alors qu'on a fait des signalements, la seule réponse qui nous a été donné ce sont des maitrises qui engagent des manœuvres dangereuses avec un transbordeur. Un collègue a été mis en danger malgré ses alertes répétées !

Il ne faudrait pas ralentir la production pour de la sécurité...

L'inélégance façon SNCF

« Il faut opter pour une mise en beauté subtile plutôt qu'un maquillage de soirée », « votre ventre ne doit pas être apparent », « les fesses ne doivent pas être moulées », « placez la cravate bien droite », « portez une tenue à votre taille » : voilà un petit florilège des commentaires navrants que les cheminotes et cheminots ont eu le bonheur de découvrir dans « Le guide élégance TGV Inouï ». Face aux réactions, la direction a désavoué son guide et l'a fait retirer. Nos corps ne sont pas à disposition de l'entreprise !

L'Union européenne durcit encore sa politique anti-migrants

Le Parlement européen a validé, jeudi 26 mars, un net durcissement de la politique migratoire du continent et approuvé le concept de « hubs de retour », des centres pour envoyer des migrants en dehors de l'Union européenne. Ces mesures étaient réclamées par une majorité d'États membres. Ce texte autorisera les États à ouvrir des centres pour migrants dans des pays en dehors de l'UE, pour y envoyer, et possiblement d'y détenir, des personnes dont la demande d'asile a été rejetée, en bafouant leurs droits élémentaires. Les députés de droite et d'extrême droite ont bien sûr salué le vote par un tonnerre d'applaudissements dans l'hémicycle. Un vote qui constitue « un recul historique des droits des réfugiés », a alerté Marta Welanders, de l'ONG humanitaire International Rescue Committee, s'inquiétant de la multiplication des « détentions de personnes vulnérables, y compris d'enfants ». La chasse aux migrants continue.